

# opinions

## LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. L'actrice de « The Queen » moins bien payée que le roi
2. Paris vise une grande transformation du périphérique
3. Décès de l'astrophysicien britannique Stephen Hawking
4. Le gouvernement donne le coup d'envoi de la réforme de la SNCF
5. Le spectre d'une crise bancaire plane sur la Chine



## Refaire consensus autour de la mondialisation

L'idée que la dérégulation, la mondialisation des échanges et la liberté des capitaux étaient bénéfiques a longtemps dominé l'économie mondiale. La crise de 2008 a fait voler en éclats ce consensus.

LA  
CHRONIQUE  
de Mohamed  
A. El-Erian



Pendant des décennies, l'Occident a cru en un paradigme économique bien défini et largement accepté, lourd de conséquences au niveau national et international. Mais cette croyance s'est effondrée avec le recul de la confiance dans la capacité des « experts » à expliquer et, surtout, à prédire l'évolution économique. L'économie mondiale est confrontée à un risque accru de fragmentation, et de régression supplémentaire pour les pays les plus faibles.

Jusqu'à il y a peu, le paradigme économique dominant était incarné par le consensus de Washington – un ensemble de 10 mesures économiques applicables au niveau national et international visant à la mondialisation économique et financière. En deux mots, il reposait sur l'idée que la dérégulation et la liberté des prix seraient bénéfiques et favoriseraient le libre-échange et une relative liberté de circulation des capitaux.

On considérait alors le renforcement des liens économiques et financiers internationaux comme le meilleur moyen de parvenir à des gains durables, d'améliorer la productivité et de diminuer le risque d'instabilité financière. On croyait aussi que cette stratégie s'accompagnerait d'avantages annexes tels que l'amélioration de la mobilité sociale et la diminution du risque de guerre. Elle devait aussi pousser à la convergence entre pays développés et pays en développement, réduisant ainsi la pauvreté et diminuant l'incitation économique à l'immigration illégale.

Fidèle aux théories classiques enseignées dans la plupart des universités, cette stratégie a connu son heure de gloire après la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'URSS – quand les anciens pays communistes et la Chine ont rejoint l'ordre mondial dominé par l'Occident, stimulant ainsi la production et la consommation. Mais la confiance dans le consensus de Washington s'est transformée en une sorte de foi aveugle. Le sentiment d'autosatisfaction qui en a résulté chez les dirigeants politiques et les économistes a contribué à rendre l'économie mondiale plus vulnérable à une série de petits chocs qui ont culminé avec la crise de 2008.

Soudain, les avantages de la mondialisation ont fait pâle figure en comparaison des risques. Le fait que la crise ait pris naissance aux Etats-Unis n'a pas amélioré les choses, car ceux-ci avaient été jusque-là le fer de lance du consensus de Washington et d'une mondialisation à tout-va – notamment en raison de leur rôle dans les organisations multilatérales telles que le G7, le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

La crise et ses conséquences sont dues en partie à des erreurs d'analyse. Les économistes n'ont pas approfondi suffisamment leur compréhension de la relation entre un secteur financier en croissance rapide et de plus en plus déréglementé et l'économie réelle. Ils ont aussi mal compris l'impact des grandes innovations techniques. De leur côté, les dirigeants politiques ont négligé les conséquences économiques, politiques et sociales de la montée des inégalités, ce qui a fragilisé les classes

moyennes. Ils ont également sous-estimé les risques de contagion financière et l'intensification des flux migratoires.

Malgré quelques petites modifications, la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale ont continué à refléter un monde révolu, notamment avec l'influence disproportionnée de l'Europe. Même le G20, qui a été créé pour succéder au G7, jugé trop étroit et exclusif pour encourager une coordination économique efficace, n'a pas changé les règles du jeu.

Il n'est donc pas surprenant que l'enthousiasme en faveur de la mondialisation économique et financière se soit dissipé. Tant les pays avancés que les pays émergents sont réticents de longue date au renforcement des institutions régionales et internationales, qui les amènerait à renoncer à une partie de leur souveraineté.

Les différents pays, notamment européens, doivent réformer un système de gouvernance économique multilatérale usé et décredibilisé.

Certains pays se replient maintenant sur eux-mêmes et/ou privilégient les relations bilatérales, voire régionales dans le cas de l'Asie. Cette évolution avantage les grandes puissances économiques comme les Etats-Unis et la Chine, mais elle pourrait marginaliser encore plus des pays et des régions entières, notamment en Afrique. Il ne sera pas facile de parvenir à un nouveau consensus. Ce sera un défi

analytique, politiquement exigeant et assez long à relever. Il va probablement passer par l'examen et le rejet de quelques mauvaises idées avant que les bonnes ne prennent racine.

En attendant, les économistes et les responsables politiques ont un rôle important à jouer pour améliorer la situation actuelle. Les différents pays, notamment européens, doivent réformer un système de gouvernance économique multilatérale usé et décredibilisé. Et, au niveau international, le concept de « commerce équitable » – pour ne pas parler de mobilité sociale – devrait faire l'objet de discussions plus approfondies.

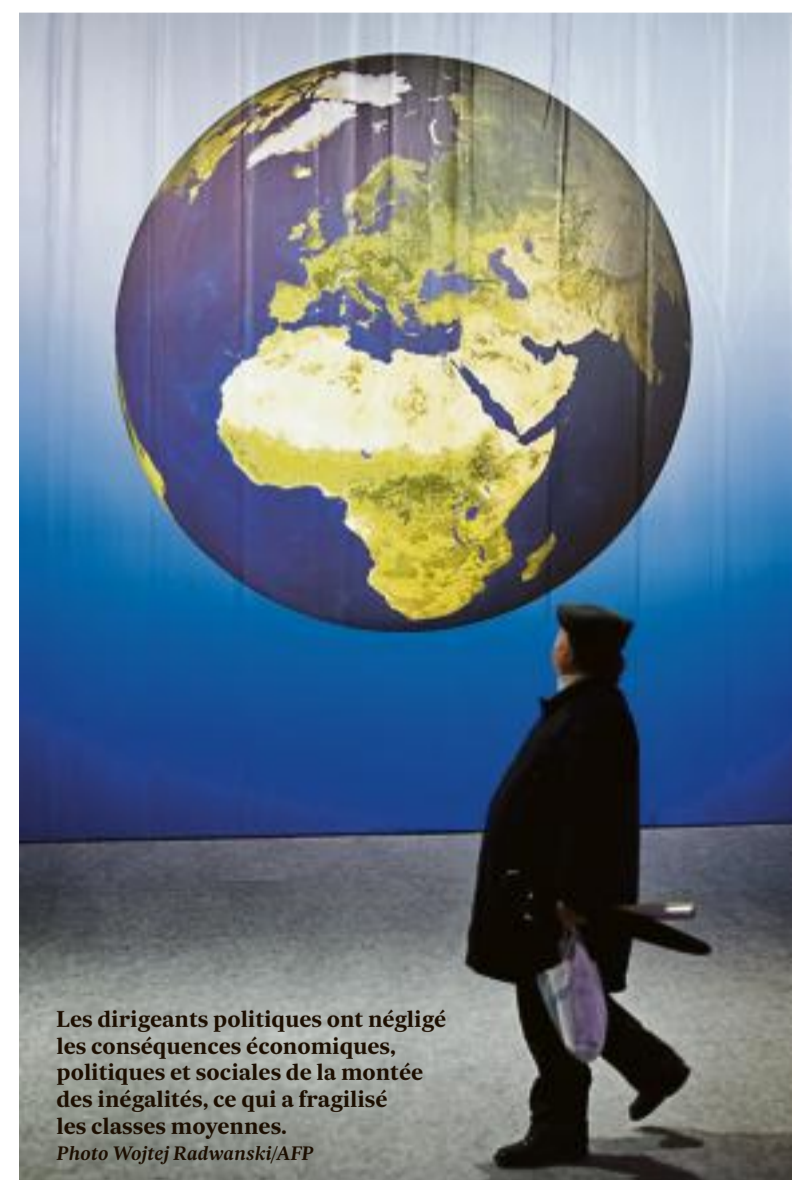
Par ailleurs, il faut examiner de plus près les interactions entre l'économie réelle et la finance. Il faut aussi se pencher davantage sur la question de la distribution des richesses pour remédier aux trop grandes inégalités, en particulier en allégeant la pression qui s'exerce sur les classes moyennes et en veillant à ce que les segments les plus vulnérables de la population ne passent pas entre les mailles du filet de la protection sociale.

Cela suppose une meilleure compréhension des changements structurels liés à l'évolution technique – les grandes compagnies de haute technologie devant admettre leur importance systémique croissante et s'y adapter en accord avec les Etats.

L'autosatisfaction est une raison centrale de la perte de crédibilité du précédent paradigme économique. Evitons qu'elle ne fasse encore davantage de ravages !

Mohamed A. El-Erian est conseiller économique en chef d'Allianz.

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2018.



Les dirigeants politiques ont négligé les conséquences économiques, politiques et sociales de la montée des inégalités, ce qui a fragilisé les classes moyennes.

Photo Wojtek Radwanski/AFP

### LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

Pour être écouté... parlez moins !

A l'ère de l'infobésité, l'économie des mots devient plus précieuse que jamais, comme le rappelle Adrien Rivierre, spécialiste de la prise de parole en public chez Brightness.

**SIMPLIFIER** « Comment certains leaders parviennent-ils à capter l'attention, transmettre une vision et encourager leurs audiences à passer à l'action ? C'est l'une des questions à laquelle répond Morten Hansen, professeur à l'université Berkeley, dans son dernier ouvrage "Great at Work". Suite à une étude portant sur 5.000 professionnels, l'auteur confirme que les leaders les plus performants sont ceux qui parviennent à communiquer avec efficacité leurs idées et convictions. [...] Et Morten Hansen souligne que les leaders qui parviennent à simplifier leurs propos sont ceux qui sont les plus susceptibles de réussir. »

**PRÉPARER** « Simplifier n'est pas une chose aisée et suit ce que j'appelle la loi de Wilson, du nom du 28<sup>e</sup> président des Etats-Unis, Woodrow Wilson. Un jour, quelqu'un lui demanda combien de temps il lui fallait pour écrire un discours. Il répondit : "Cela dépend. Si je dois parler dix minutes, j'ai besoin d'une semaine de préparation. [...] Si j'ai une demi-heure, deux jours. Si j'ai une heure, je suis prêt maintenant." Plus votre prise de parole est courte, plus votre temps de préparation est long. »

**RÉSUMER** « Sur chaque sujet, il existe en effet des dizaines d'anecdotes et exemples, des centaines d'informations et détails, mais le rôle du leader est de déterminer quelle est l'idée la plus importante [...]. Les idées qui inspirent et marquent les esprits sont donc simples et concises. Tels des proverbes ou des slogans, elles ne se composent que de quelques mots et résument pourtant parfaitement un projet complexe. »



A lire en intégralité sur Le Cercle  
lesechos.fr/idees-debat/cercle

### DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Les étudiants asiatiques au bord de la crise de nerfs

South China Morning Post  
南華早報

● En Asie, l'enfer ce n'est pas toujours les autres, mais ce sont aussi les parents qui mettent une pression maximale pour que leurs enfants réussissent. Dans les colonnes du « South China Morning Post », un jeune Chinois de Hong Kong, qui doit rentrer comme chercheur invité à l'université de Californie à Berkeley, affirme que la définition du succès « entrer dans une bonne université à l'étranger et décrocher un emploi bien rémunéré » est encore plus difficile à supporter pour les jeunes ayant des troubles psychologiques. « Dans les familles chinoises de Hong Kong, écrit ainsi Jason Hung, citant un psychiatre, de nombreux parents d'enfants souffrant de troubles mentaux estiment que leurs enfants ont réussi lorsqu'ils arrêtent leur traitement médical, ne sont plus suivis médicalement, décrochent des emplois bien payés et fondent une famille. » Pour la majorité des parents en Asie, il faut que leurs enfants soient acceptés dans les meilleures universités.

Ainsi, raconte le jeune chercheur, une étudiante sous traitement psychiatrique depuis sept ans a entendu ses parents exiger d'elle qu'elle obtienne « les meilleures notes et les diplômes les plus compétitifs » lorsqu'elle avait été acceptée à l'université d'Oxford. Jason Hung affirme ainsi que des attentes trop élevées des parents peuvent avoir des conséquences négatives pour leurs enfants. Et de porter ce jugement : « Les parents en Asie n'ont souvent aucune compréhension ni empathie avec la situation médicale de leurs enfants. Un jour, il faudra qu'ils comprennent que l'argent ne peut acheter ni la santé ni le bonheur. » Et la photo illustrant l'article montre un étudiant chinois avec une pancarte : « Free Hugs », des câlins gratuits.

— J. H.-R.

### LE LIVRE DU JOUR

#### Les grandes dames du grand écran

**LE SUJET** Ce livre, aussi édifiant que nécessaire, regroupe le portrait de cinquante femmes de toutes époques et de tous pays, qui ont toutes en commun le cinéma.

**L'INTÉRÊT** Très bien documenté et audacieusement segmenté, il offre une rare occasion de découvrir les pionnières du septième art, depuis sa naissance en 1895 à aujourd'hui. Car « le cinéma abonde en figures fortes, en personnalités féminines complexes et troublantes qui l'ont constamment enrichi », comme le rappelle Véronique Le Bris, en préambule de sa sélection. Fait méconnu, cette industrie compte de nombreuses femmes qui ont innové, économiquement parlant. Qu'il s'agisse de la grande Alice Guy (1873-1968), première femme à avoir créé et dirigé une société de production, de Sherry Lansing (née en 1944), qui dirigea avec succès la 20th Century Fox, ou de Hedy Lamarr (1914-2000), actrice autrichienne et inventrice de génie, qui a mis au point un système de codage des transmissions. Plus près de nous, ce faux dictionnaire brosse le



**50 Femmes de cinéma**  
Par Véronique Le Bris, Editions Mares, 160 pages, 19 euros.

portrait de l'ex-productrice française Albina du Boisrouvray ou de la femme de mode agnès b., par ailleurs productrice et cinéaste. Sans oublier Tonie Marshall, seule femme récompensée d'un César du réalisateur.

**L'AUTEUR** Journaliste spécialisée dans le septième art, Véronique Le Bris a lancé le blog cine-woman.fr et a lancé cette année le prix Alice Guy, qui honore le meilleur film français ou francophone réalisé par une femme et sorti dans les salles françaises.

— Nathalie Hamou